

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Luttés & solidarités (France) > Coopération & convergence des résistances sociales (France) > **Face aux attaques du pouvoir : « Taper ensemble sur les mêmes clous »**

Face aux attaques du pouvoir : « Taper ensemble sur les mêmes clous »

Inventer un nouveau lieu démocratique, une « coordination permanente de la gauche en lutte »

dimanche 8 septembre 2019, par [BESANCENOT Olivier](#), [MERCANTE Agathe](#) (Date de rédaction antérieure : 4 septembre 2019).

Alors que, selon lui, la séquence gilets jaunes n'est pas terminée, Olivier Besancenot souligne combien la réforme des retraites est une attaque contre les classes salariées. Pour le NPA, elle pourrait être le socle d'un rapprochement des gauches.

Candidat aux élections présidentielles de 2002 et 2007 sous la bannière de la Ligue communiste révolutionnaire (devenue Nouveau Parti anticapitaliste en 2009), Olivier Besancenot œuvre désormais à la réconciliation entre les partis politiques et les mouvements de contestation sociale. Le 3 juin, il a même appelé les militants politiques, syndicaux et associatifs « qui cherchent à imaginer une autre société » à se rassembler. Sur la devanture du bureau de poste où il travaille, en cette fin d'été, quelques graffitis rappellent un temps où la gauche espérait encore : « Jean-Luc Mélenchon 2017 », peut-on lire. Attablé à la terrasse du café qui lui fait face, il retrace avec nous les événements de l'année qui vient de s'écouler. Et dresse les perspectives (qu'il espère explosives) de celle qui vient.

Agathe Mercante : Réforme des retraites, loi bioéthique, réforme de l'assurance chômage passée en catimini cet été... Comment s'annonce la rentrée ?

Olivier Besancenot : Elle devrait être sociale et politique. Mais, plus qu'une rentrée, elle sera aussi le prolongement de tout ce qui s'est passé l'année dernière. La séquence des gilets jaunes reste ouverte. Il n'y a que du côté du pouvoir en place que l'on peut imaginer que cette « parenthèse » s'est définitivement refermée et que les choses sont « enfin » rentrées dans l'ordre. La fragilité du gouvernement a surgi de nouveau cet été au moment de l'affaire de Rugby et lorsque Emmanuel Macron a été sifflé sur les Champs-Élysées lors du défilé du 14 Juillet. Tout cela est revenu nous dire que ce pouvoir est en crise permanente et qu'il l'était avant même le commencement du mouvement des gilets jaunes. C'est d'ailleurs pour cela que la mobilisation a été particulièrement explosive.

Face à cette séquence inachevée, le gouvernement a la volonté – ce qui est très péremptoire de sa part – de jouer à quitte ou double avec des réformes structurelles profondes. Il y a celle qui est passée cet été, avec les décrets sur l'assurance chômage, et qui sera lourde de conséquences pour au moins la moitié des allocataires de Pôle emploi, à la fois sur le montant et la durée des prestations et sur le nombre même d'allocataires. Les chômeurs n'ayant pas très bonne presse dans ce pays, du fait du venin idéologique qui a été distillé contre eux, nous n'avons pas eu la riposte qu'on était en droit d'attendre.

Ce sera une autre paire de manches avec l'autre réforme structurelle qu'est le dossier des retraites. Parce que là, historiquement, il s'agit d'une question sensible. La combinaison de ce dossier traditionnellement explosif et de la séquence gilets jaunes qui se prolonge laisse à penser que tout

est possible. L'enjeu, c'est de faire en sorte que la rentrée soit rapidement au même niveau que les semaines de luttes les plus denses de l'année dernière.

Que pensez-vous du rapport Delevoye [1], publié cet été ?

L'argumentaire des membres du gouvernement sur les retraites est un condensé d'hypocrisie. Ils pensent peut-être avoir trouvé la petite astuce sémantique pour dire qu'ils ont tenu leurs promesses et que l'âge légal de départ en retraite est maintenu à 62 ans, mais personne n'est dupe. Avec l'« âge pivot » à 64 ans et le système de bonus-malus qui vous prive de retraite à taux plein, on se doute que pas grand monde ne pourra se payer le luxe de partir à la retraite sur la base de ses seules cotisations, surtout quand on connaît le montant des pensions actuelles.

En prétendant renoncer à cet âge pivot mais en augmentant la durée des cotisations, comme semble l'envisager Emmanuel Macron, on aboutit exactement au même résultat. C'est l'arbre qui cache la forêt, parce que le cœur de cette réforme vise à basculer d'un système qui était déjà insuffisant et critiquable, mais qui reposait quand même sur une logique de répartition – donc de solidarité –, à un système individualisé capitalistique par points, où l'on sera certain de gagner moins qu'avec le système actuel. Le calcul de la pension prendra en compte toute la carrière professionnelle, et non pas seulement les meilleures années, c'est-à-dire les meilleurs salaires. Mécaniquement, cela fera baisser les pensions.

La deuxième certitude, c'est que nous serons dans l'incapacité de connaître par avance le montant exact de nos pensions, puisque le point sera reconstitué chaque année. C'est autant de projets que nous ne pourrions pas anticiper dans une période de la vie qui n'est pas anecdotique, puisque c'est celle où nous échappons à l'exploitation au travail. Dans les faits, chacun pourra partir avant 64 ans, même avant 62 ans et parfois même sans avoir le choix, du fait des restructurations des entreprises et des suppressions d'emplois, mais avec une retraite de misère. Et simplement pour vivre, nous serons obligés de compléter nos pensions avec des retraites complémentaires et de développer malgré nous ce marché juteux qu'attendent les assurances privées.

La mentalité individualiste qui caractérise nos sociétés ne permettrait-elle pas le passage de cette réforme sans heurts ?

Pas une fois que chacun aura compris qu'il gagne moins. Parce qu'il y a une autre tradition très profonde dans ce pays : lorsqu'on touche à notre portefeuille, ça a tendance à nous agacer rapidement. De manière générale, je ne crois pas à cette fable qui prétend qu'il existe une adhésion populaire au projet d'Emmanuel Macron. L'enjeu consiste en revanche à savoir si c'est la peur et la résignation qui vont l'emporter, ou au contraire la révolte et la colère qui vont ressurgir.

Le gouvernement se trompe en imaginant qu'il peut nous attaquer sur tous les fronts en même temps sans qu'à un moment ou à un autre il y ait une réplique de notre part, et sans entrevoir que la contestation sociale puisse faire à nouveau irruption sur le devant de la scène politique. Or, on a pu constater au début du mois de décembre 2018 à quel point elle pouvait devenir rapidement subversive.

Cette réforme pourrait-elle être l'étincelle d'une vaste contestation sociale ?

La question des retraites est un bâton de dynamite dans ce pays. Je ne sais pas si elle est la mère de toutes les batailles, mais elle évoque en tout cas beaucoup de choses. Les retraites sont un droit qui a été conquis de haute lutte. Derrière cette réforme, c'est un certain mode de vie sociale qu'on s'apprête ou non à abandonner. Même s'il a déjà été fortement restreint ces trente ou quarante dernières années.

Les corps intermédiaires et les partis politiques dans l'opposition avancent pourtant en ordre dispersé. Comment faire l'union et permettre à la contestation d'émerger ?

Nous sommes en train de vivre l'amorce d'un nouveau cycle de la lutte de classes. C'est ce qu'est venu nous dire le mouvement des gilets jaunes. La lutte de classes n'est jamais comme on voudrait qu'elle soit, elle est comme elle est. Selon la formule de Rosa Luxemburg, elle est « un fragment de vie réelle ».

On a la démonstration qu'il y a désormais des dizaines de milliers - peut-être plus - d'exploités, d'opprimés, qui vont tenter d'inventer de nouvelles formes de luttes sans demander l'autorisation à qui que ce soit, dans le seul but de gagner là où les modalités d'action précédentes ont échoué ces trente dernières années. Parce que la réalité est que, hormis contre la réforme de la Sécurité sociale en 1995 sous Juppé et contre le CPE en 2006 sous Villepin, nous n'avons fait qu'empiler défaite sur défaite. Quoi de plus naturel dans ce contexte que de chercher à élaborer de nouvelles manières de résister, de combattre et de gagner ? Notre rôle est de tenter d'établir une synthèse entre le meilleur des traditions du mouvement ouvrier et ce nouveau type de mobilisations. Quand ? Comment ? Ça ne se décrète pas. Personne ne peut siffler le début de la grande contestation sociale. Elle ne « s'orchestre » pas, pour continuer à puiser dans le lexique de Rosa Luxemburg.

Du point de vue des forces organisées, notre part de responsabilité, en revanche, consiste à faire émerger un réceptacle unitaire qui soit « raccord » avec cette combativité, un lieu commun où l'on puisse discuter de nos tactiques dans les mobilisations... mais aussi de politique au bon sens du terme. D'où la proposition de « coordination permanente de la gauche en lutte » - peu importe le nom qu'on lui donnera, l'intitulé est secondaire - que nous avons faite. Il s'agit d'inventer un nouveau lieu démocratique, à l'échelle locale comme nationale, où l'on puisse se retrouver régulièrement pour faire le point et discuter librement de stratégies et d'actions. Il n'est pas question de créer une énième coalition qui cherche à se substituer aux partis existants, syndicats, mouvements ou collectifs.

En quoi consiste cette proposition ?

Cela dépendra de la volonté unitaire des uns et des autres. Aucun projet de ce type ne peut aboutir sur la base de la proposition d'une seule organisation ou d'un unique courant de pensée. Nous ne faisons que soumettre cette perspective à la discussion. Il faut accepter de prendre le temps de la discussion. En ce moment, le contrecoup des élections européennes produit encore ses effets sur une partie de notre milieu et de notre camp. Il faut digérer, cuver, mais surtout comprendre. N'allons donc pas plus vite que la musique.

Néanmoins, la question posée reste entière : que nous coûte-t-il d'accepter de nous retrouver régulièrement pour discuter ne serait-ce que de notre aptitude à agir ensemble ? Nous évoquons les retraites : est-ce que nous décidons, oui ou non, de battre l'estrade ensemble à la rentrée, comme nous l'avons déjà fait dans le passé, afin de contrecarrer la bataille idéologique du pouvoir en place ?

La privatisation d'ADP [Aéroports de Paris] est aussi un enjeu politique majeur. Si la mayonnaise prend un minimum et qu'il y a la possibilité, sur un sujet aussi sensible que les privatisations, d'infliger une défaite au gouvernement, on imagine l'ampleur que ça pourrait prendre. À condition que la gauche radicale mène une campagne calibrée pour. Deux processus sont enclenchés : soit on répond - ce qui nous semble être la bonne solution - à l'appel d'Attac et de la Fondation Copernic pour mener une campagne du même type que celle contre le traité de Constitution européenne en 2005, soit on mène, comme certains commencent à le faire, une campagne entachée d'alliances avec la droite au nom de la défense des bijoux de famille et du patrimoine national. La campagne unitaire que beaucoup attendent autour de nous repose sur notre rejet commun des privatisations au nom

d'une certaine idée du service public. C'est de cette manière que nous pourrions espérer faire le lien avec tout ce qui se passe ailleurs : aux urgences, dans les écoles, à La Poste, chez EDF, à la SNCF... Il y a matière à faire.

En 2018, vous aviez été l'architecte de l'alliance des syndicats et des partis de gauche contre la réforme ferroviaire. La mayonnaise n'avait pas vraiment pris...

Ce n'est pas vrai : des choses se sont passées, et non des moindres. Des manifestations, des meetings, des initiatives, des actions communes aux côtés des piquets de grève... Nous ne cherchons pas à nous substituer à la mobilisation sociale, qu'on ne décrète pas, mais à l'appuyer, à lui donner force et confiance. À montrer aux uns et aux autres qu'ils ne sont pas seuls. Ces initiatives unitaires ont eu leur part d'utilité, mais elles sont intervenues durant une séquence où nous avons été battus... Depuis, la situation a passablement évolué, mais c'est une leçon de choses de remonter à cet exemple : il y a un an, on se demandait comment on allait faire pour rebondir après les grèves des étudiants contre Parcoursup et celles des cheminots. N'oublions jamais que, seulement quatre mois après, les gilets jaunes ont méchamment fait bégayer le pouvoir l'espace de quelques semaines. Les possédants ont réellement eu peur de perdre le contrôle de la situation, le temps d'un instant jubilatoire.

Or, quel est le problème ? C'est que, d'un point de vue général, pour la gauche sociale, syndicale et politique, cette mobilisation inédite est un rendez-vous manqué. Même si bien des militants de différentes organisations, dont nous sommes, ont participé aux manifestations, aux rassemblements sur les ronds-points et aux tentatives de coordination. Inutile pour autant de regarder dans le rétroviseur. Cela signifie simplement que, désormais, il faut décider d'en être pleinement, quels que soient les doutes ou les critiques légitimes.

Ni lors des manifestations pour le climat, ni lors du mouvement des gilets jaunes, les politiques n'ont réussi à faire l'union des luttes. Est-ce votre rôle ?

Chacun fait sa propre expérience. Comme nous, le mouvement des gilets jaunes a appris à connaître ses propres limites. J'en connais pas mal qui se sont rendu compte que faire des manifestations tous les samedis ne suffisait plus. Il y a eu des tentatives de coordinations à Commercy, à Saint-Nazaire... Des relations se sont établies avec le Comité Justice pour Adama. Quand je parle d'implication, d'alliances, je parle de cela. Il n'y a pas besoin de s'adresser au mouvement des gilets jaunes en disant « on a la réponse » ; l'ambition consiste plutôt à être à la hauteur d'une situation qui prend tout le monde de court, en faisant le choix collectif d'un engagement assumé. Mais à notre juste place, en relation fraternelle avec ceux et celles qui mènent cette contestation sociale. Reste le problème politique majeur... C'est dans cette ébullition sociale et politique que les forces anticapitalistes ont décidé d'être inaudibles comme jamais.

Pourquoi ?

Je pense qu'on ne peut pas espérer réussir quelque chose politiquement quand ce type de rendez-vous est manqué. Bien sûr, des réunions unitaires se sont tenues durant la mobilisation, mais elles ont malheureusement été peu suivies d'effets, contrairement à ce que nous avons réussi à mettre en place durant la grève des cheminots. Comme ce genre de conflit social promet de se reproduire, il est nécessaire de se voir, quitte à douter à haute voix et à évoquer nos réticences communes.

La gauche radicale s'est rendue grandement prisonnière de l'agenda de la V^e République, c'est-à-dire du présidentielisme. Pourtant, tout le monde dit vouloir s'en extraire. Mais si vous additionnez toutes les écuries présidentielles pressenties pour 2022 à la gauche de la gauche, vous saturez tous les hippodromes de France ! Il est grand temps de discuter politique dans le bon sens du terme,

tactique et stratégie sans arrière-pensées électoralistes. C'est la seule méthode qu'on n'a jamais essayée ! Retrouvons-nous pour discuter de tout, des sujets qui nous fâchent comme de ceux qui nous rassemblent. Et il y en a ? : répartition des richesses, écologie, social, droits des migrants, droits des femmes, alternative face au cours autoritaire qui est pris par le pouvoir... De nombreux thèmes qui nous cimentent.

Pour l'heure, nous sommes incapables de taper ensemble sur les mêmes clous. Ce qui s'est passé aux élections européennes devrait alerter tout le monde. Chacun comprend bien le pari politique qu'est en train de faire Macron. Il cherche à rempiler pour un quinquennat supplémentaire en utilisant la seule cartouche qui lui reste : s'afficher comme l'ultime rempart contre l'extrême droite.

C'est ce que vous dites tous depuis 2017, du PS à la gauche radicale...

Nous ne représentons humblement que ce que nous sommes. Nous n'avons pas nécessairement la main, mais nous sommes là, présents, avec notre sincérité et notre enthousiasme militant. La situation n'est plus la même qu'en 2017, il y a eu redistribution des cartes - y compris à la gauche de la gauche. Aujourd'hui, plus personne ne peut imaginer une seule seconde agréger à lui seul toutes les forces et incarner toutes les formes de radicalité qui s'expriment à la gauche de la gauche. Je crois, j'espère, que beaucoup en ont pris conscience. Qu'entend La France insoumise quand elle invoque l'idée de « fédération populaire » ? Cet espace commun ? Un nouveau mouvement pour 2022 ? À eux de le dire, de débattre. Moi, j'ai utilisé l'image d'une Bourse du travail « remasterisée », où chacun pourrait entrer et sortir quand il veut, où chacun aurait ses locaux avec ou sans organisation... Mais s'il y a une meilleure idée, je la prends sans hésiter.

Pourquoi votre parti, le NPA, œuvre-t-il à ce rapprochement ?

Nous avons toujours eu une tradition unitaire. Le résultat des élections européennes était malheureusement prévisible... Cela ne veut pas dire que l'histoire est terminée. Au contraire, ce mal pour un bien doit nous permettre de rebondir et d'aborder la situation différemment, en arrêtant de penser aux élections trente secondes et en discutant politique à partir de la société telle qu'elle est, telle qu'elle craque, telle qu'elle résiste, avec ses forces, ses faiblesses, dans toute sa complexité. Et d'accepter de chercher à agir ensemble, à frapper ensemble. Dans bien des mouvements politiques et organisations sociales, l'idée fait son chemin. Il faut se laisser le temps de trouver les bons cadres pour le faire, même si c'est un brin frustrant : on aimerait tous que là, immédiatement, à la rentrée, nous opposions à l'air du temps une réponse politique carrée. Histoire d'arrêter de laisser les meilleurs ennemis du monde, Macron et Le Pen, mener la vie politique à la baguette.

P.-S.

• POLITIS. ARTICLE PARU DANS L'HEBDO N° 1567 DU 4 SEPTEMBRE 2019, 15:00:05 :
<https://www.politis.fr/articles/2019/09/taper-ensemble-sur-les-memes-clous-40776/>

Notes

[1] « Pour un système universel de retraite », rapport du haut-commissaire à la réforme des retraites, Jean-Paul Delevoye, remis au gouvernement le 19 juillet 2019.